

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi n° 91

**Loi modifiant la Loi sur les normes du travail
et la Loi sur la formation et la
qualification professionnelles de la main-d'oeuvre**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTE

Par M. PIERRE MARC JOHNSON

Ministre du travail et de la main-d'oeuvre

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1980

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi est de nature corrective.

Il vise à éviter qu'un congé annuel pris par un salarié, bénéficiaire de prestations d'assurance-salaire, maladie ou invalidité, le qualifie à nouveau pour une première période de prestations.

Il assure au salarié, payé autrement qu'à l'heure ou au rendement, une indemnité de congé annuel qui tienne compte des sommes reçues pour le travail effectué en temps supplémentaire et corrige la base de calcul de l'indemnité de congé annuel des salariés saisonniers.

Il étend aux mises à pied de plus de six mois le droit à un préavis conféré à un salarié par l'article 82 de la Loi sur les normes du travail et les obligations imposées à un employeur par l'article 45 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre.

Ce projet de loi vise aussi à corriger certaines omissions ou imprécisions qui se sont glissées dans la version finale du projet de loi 126 sanctionnée le 22 juin 1979.

Art. 1. Cet article précise quelles dispositions de la loi s'appliquent à la salariée enceinte oeuvrant dans l'industrie de la construction, dans le cadre de l'application d'un règlement sur le congé de maternité.

Art. 2. Cet article corrige une imprécision.

Art. 3. Cet article vise à éviter qu'un salarié acquière des bénéfices en vertu d'un régime d'assurance-salaire, maladie ou invalidité, parce qu'il a cessé d'être prestataire d'un régime pendant son congé annuel.

Art. 4. Cet article vise à assurer au salarié, payé autrement qu'à l'heure ou au rendement, une indemnité de congé qui tienne compte des sommes reçues pour le travail effectué en temps supplémentaire et à établir l'indemnité de congé d'un salarié saisonnier sur la base du temps effectivement travaillé.

Projet de loi n° 91

Loi modifiant la Loi sur les normes du travail
et la Loi sur la formation et la
qualification professionnelles de la main-d'oeuvre

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 3 de la Loi sur les normes du travail (1979, c. 45) est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 3° après les mots «de l'article 89», des mots suivants: «et, dans le cadre de l'application de ce règlement, au dernier alinéa de l'article 74, aux articles 96, 97, 122, 123, au paragraphe 6° de l'article 140 et aux articles 141 à 147».

2. L'article 42 de cette loi est modifié par le remplacement, à la fin du deuxième alinéa, des mots «en espèces» par les suivants: «dans les deux jours ouvrables qui suivent sa réception».

3. L'article 70 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**70.** Le congé annuel doit être pris dans les douze mois qui suivent la fin de l'année de référence, sauf si une convention collective ou un décret permettent de le reporter à l'année suivante.

Malgré toute stipulation à l'effet contraire dans une convention, un décret ou un contrat, une période d'assurance salaire, maladie ou invalidité interrompue par un congé pris conformément au premier alinéa se continue, s'il y a lieu, après ce congé, comme si elle n'avait pas été interrompue.».

4. L'article 74 de cette loi est remplacé par le suivant:

Art. 5. *Cet article étend le droit d'un salarié à un préavis, au cas d'une mise à pied d'au moins 6 mois.*

Art. 6. *Cet article habilite le gouvernement à maintenir un salaire minimum différent pour les salariés de moins de 18 ans.*

Art. 7. *Cet article est de nature corrective.*

Art. 8. *Cet article est de concordance avec le paragraphe 6° de l'article 89 de la Loi sur les normes du travail et avec les articles 40 et suivants de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (1979, c. 63).*

Art. 9. *Cet article est de nature corrective.*

Art. 10 et 11. *Ces articles visent à modifier l'application de l'article 45 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre, notamment en l'étendant aux mises à pied de plus de 6 mois.*

«**74.** L'indemnité afférente au congé annuel du salarié visé dans les articles 67 et 68 est égale à 4% du salaire brut du salarié durant l'année de référence. Dans le cas du salarié visé dans l'article 69, l'indemnité est égale à 6% du salaire brut du salarié durant l'année de référence.

Si un salarié est absent pour cause de maladie ou d'accident ou en congé de maternité durant l'année de référence et que cette absence a pour effet de diminuer son indemnité de congé annuel, il a alors droit à une indemnité équivalente, selon le cas, à deux ou trois fois la moyenne hebdomadaire du salaire gagné au cours de la période travaillée. Le salarié visé dans l'article 67 et dont le congé annuel est inférieur à deux semaines a droit à ce montant dans la proportion des jours de congé qu'il a accumulés.».

5. L'article 82 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, après le mot «licenciement», des mots suivants: «ou sa mise à pied pour au moins 6 mois».

6. L'article 91 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«En outre, dans le cas d'un règlement adopté en vertu du paragraphe 1° de l'article 89, le gouvernement peut fixer un salaire minimum différent pour les salariés de moins de 18 ans.».

7. L'article 94 de cette loi est modifié par l'insertion, après le mot «convention», des mots suivants: «ou un décret».

8. L'article 122 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

9. L'article 157 de cette loi est modifié:

1° par l'addition, à la fin du deuxième alinéa après le mot «article», des mots suivants: «et d'un décret dont l'adoption, la prolongation ou le renouvellement survient dans les mêmes délais»;

2° par l'insertion, au troisième alinéa après le mot «expiration», des mots suivants: «, de sa prolongation».

10. L'article 1 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. F-5), modifié par l'article 29 du chapitre 2 des lois de 1979, est de nouveau modifié par l'insertion, après le paragraphe o, des suivants:

«o¹) «licenciement»: une cessation de travail d'un salarié du fait de l'employeur, y compris une mise à pied;

Art. 12 et 13. Ces articles visent à assurer une entrée en vigueur concordante de certains articles de la loi et de certains règlements.

«o²) «licenciement collectif»: un licenciement qui touche au moins 10 salariés au cours d'une période de 2 mois consécutifs;».

11. L'article 45 de cette loi est modifié par l'addition du paragraphe suivant:

«d) Le présent article s'applique à un employeur qui licencie tous ses salariés ou une partie des salariés de l'un ou de plusieurs de ses établissements dans une région donnée.

Il ne s'applique pas à l'employeur qui licencie des salariés pour une durée indéterminée, mais effectivement inférieure à 6 mois, ni aux établissements affectés par une grève ou un lock-out au sens du Code du travail.».

12. La Loi sur les normes du travail (1979, c. 45) est modifiée par l'addition, après l'article 170, du suivant:

«**170.1** Les articles 33 à 38 et 88 à 92 ont effet à compter du 20 mars 1980.».

13. L'article 6 a effet à compter du 20 mars 1980.

14. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.